

ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Appel d'offre ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 du Code de la Commande Publique

Référence marché : 251031

**PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE TRAVAUX ET D'ÉTUDES, POUR
L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SITES DU GHT CŒUR D'OCCITANIE**

Le document comporte 15 pages.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : MARDI 30 SEPTEMBRE 2025 À 12H00

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	4
Article 1. Objet, durée et étendue de la consultation	4
1.1 Objet de la consultation.....	4
1.2 Mode de passation.....	4
1.3 Type et durée du contrat.....	4
1.4 Nomenclature communautaire	5
1.5 Allotissement	5
1.6 Variante.....	5
1.7 Prestations similaires.....	5
Article 2. Condition de la consultation	5
2.1 Contenu du dossier de consultation	6
2.2 Modifications de détail au dossier de consultation	6
2.3 Obtention du dossier de consultation	6
Article 3. Candidatures et offres	7
3.1 Dossier de candidature	7
3.1.1 Renseignements relatifs à la situation juridique de l'entreprise.....	7
3.1.2 Renseignements relatifs à la capacité économique et financière	7
3.1.3 Renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles	7
3.2 Dossier des offres.....	8
3.3 Délai de validité des offres.....	9
3.4 Délai global de paiement.....	9
3.5 Remise des offres	9
3.5.1 Mode de transmission des offres.....	9
3.5.2 Signature électronique	10
3.5.3 Difficultés techniques	10
3.5.4 Copie de sauvegarde	10
3.5.5 Re-matérialisation des documents électroniques	11
Article 4. Examen des candidatures.....	11
4.1 Vérification de la complétude des dossiers.....	11
4.2 Vérification des capacités du candidat.....	12
Article 5. Jugement et classement des offres	12
5.1 Attribution du marché	12
5.2 Critères de jugement des offres.....	12
5.2.1 Modalités de jugement des offres – Critères d'analyse	13
5.2.2 Classement des offres.....	14
5.3 Notification du marché.....	14

Article 6.	Renseignements complémentaires	15
Article 7.	Règlement des différends	15

PRÉAMBULE

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un marché relatif à des prestations de maîtrise d'œuvre, dans le cadre d'opérations de travaux et d'études, pour le compte de l'ensemble des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Cœur d'Occitanie, à savoir :

- Centre Hospitalier Intercommunal de Castres-Mazamet
- Centre Hospitalier d'Albi
- Centre Hospitalier de Gaillac
- Centre Hospitalier de Graulhet
- Centre Hospitalier de Revel
- Centre Hospitalier de Saint-Pons-de-Thomières
- EHPAD de Rabastens

Cette procédure concerne l'ensemble des sites de ces établissements ainsi que les éventuels établissements susceptibles d'intégrer le GHT en cours d'exécution du marché.

Pouvoir Adjudicateur.

La procédure est menée pour le GHT Cœur d'Occitanie par son établissement support, le Centre Hospitalier d'Albi, représenté par Monsieur Alexandre Fritsch, Directeur et pouvoir adjudicateur.

Adresse :

Centre Hospitalier d'Albi
22 boulevard Sibille
81000 ALBI

ARTICLE 1. OBJET, DURÉE ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires pour des prestations de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'opérations de travaux et d'études, pour l'ensemble des établissements et sites du GHT Cœur d'Occitanie.

1.2 MODE DE PASSATION

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, en application de l'article L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

1.3 TYPE ET DURÉE DU CONTRAT

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires exécuté par émission de marchés subséquents en application des articles R.2162-1 à R.2162-8 et articles R.2162-10 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique, pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions des articles R.2121-8 et R.2162-4 du Code de la commande publique, il est expressément précisé que le montant maximum en valeur sur la durée totale d'exécution de l'accord-cadre est fixé à dix (10) millions d'euros. Ce montant constitue la limite au-delà de laquelle aucune commande ne pourra être passée au titre du présent accord-cadre.

Conformément aux articles R.2162-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre sera attribué à **deux opérateurs économiques**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres régulières, acceptables et appropriées.

1.4 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La classification principale et la classification complémentaire conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante :

71240000-2 - Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

1.5 ALLOTISSEMENT

La prestation est prévue en un lot unique. Les candidats doivent répondre pour le lot dans son intégralité. Les offres incomplètes seront déclarées non conformes.

Le présent marché est soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-MOE approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) sauf précision contraire dans le CCAP.

1.6 VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.7 PRESTATIONS SIMILAIRES

Pour la réalisation de prestations similaires, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à une procédure de marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2. CONDITION DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur(s) offre(s) seuls ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du Code de la commande publique.

Quelle que soit la forme du groupement, un mandataire est désigné dans l'Acte d'Engagement (AE).

Il est, dans tous les cas, solidaire de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles en ce qui concerne l'exécution de l'appel d'offres ouvert.

Comme indiqué à l'article R.2142-21 du Code de commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements d'un même marché.

Composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre :

La composition ne peut, conformément à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché à l'exception de l'hypothèse mentionnée au même article.

L'équipe de maîtrise d'œuvre titulaire de l'accord-cadre associe au minimum les compétences suivantes :

- Bureau d'études pluridisciplinaires : conformément à l'article R.2142-19 du Code de la commande publique, en cas de présentation d'une offre sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, le bureau d'études pluridisciplinaire disposant des compétences dans les domaines suivants : structure, voirie et réseaux divers (VRD), aménagement et corps d'états secondaires, fluides, génie climatique et gaz médicaux, devra obligatoirement être désigné comme mandataire du groupement.

Le mandataire assurera l'interface unique avec le maître d'ouvrage et coordonnera l'ensemble des missions confiées au groupement, conformément aux articles 2.5 et 2.6 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

En cas de non-respect de cette exigence, l'acheteur pourra inviter le candidat à régulariser sa candidature ou son offre, dans les conditions prévues à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

- Architecte inscrit à l'Ordre des Architectes
- Économiste de la construction
- OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)
- Coordinateur SSI (Système de Sécurité Incendie)

2.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La lettre de candidature (DC1)
- La déclaration du candidat (DC2)

2.2 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date de publication des modifications sur le profil Acheteur.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.3 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable, gratuitement et en libre accès, sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics : <https://marches-publics.gouv.fr/>.

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché.

Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de renseigner l'adresse mail à laquelle les informations seront communiquées et de s'assurer de la lecture des courriels envoyés à cette adresse.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent dossier de consultation (RC, CCAP et CCTP) qui constitue les conditions contractuelles du marché.

ARTICLE 3. CANDIDATURES ET OFFRES

Conformément à l'article R.2143-16 du Code de la commande publique, les offres et les documents de présentations associés doivent être rédigés en langue française. Si certains documents sont rédigés dans une autre langue, ils doivent impérativement être accompagnés d'une traduction certifiée en français, couvrant l'ensemble des pièces constitutives de l'offre.

Le non-respect de cette exigence pourra entraîner l'irrégularité de l'offre.

Les candidats doivent présenter leur offre exclusivement en euros (€). Toute offre exprimée en une autre devise sera déclarée irrégulière et pourra être rejetée.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 DOSSIER DE CANDIDATURE

Les pièces de la candidature sont celles prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-14 du Code de la commande publique. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

3.1.1 Renseignements relatifs à la situation juridique de l'entreprise

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) signée par une personne habilitée.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat :
 - Ne fait l'objet d'aucune interdiction de soumissionner prévue aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique.
 - Est en règle au regard des obligations fiscales et sociales (DC4)
 - Respecte l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail).
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.
- Un extrait Kbis datant de moins de six (6) mois ou équivalent (répertoire des métiers).
- Le cas échéant, les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à signer les documents du marché.

3.1.2 Renseignements relatifs à la capacité économique et financière

Articles R.2142-6 à R.2142-12 du Code de la Commande Publique.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour risques professionnels en cours de validité.

3.1.3 Renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles

Articles R.2142-13 et R.2142-14 du Code de la Commande Publique.

- Une liste de références sur les trois dernières années pour des prestations similaires, précisant : montant, date et destinataire (public ou privé).
- Une déclaration indiquant :
 - Les effectifs moyens annuels du candidat,
 - L'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) ou le e.DUME.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents susmentionnés. Les candidats sont informés qu'en cas de candidatures en groupement, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents et informations que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations.

3.2 DOSSIER DES OFFRES

L'offre comprendra impérativement :

- L'acte d'engagement et son annexe financière dûment complétés et signés.
- Un mémoire technique détaillé, incluant :
 - La présentation des moyens humains et matériels de chaque membre du groupement.
 - Les références d'accords-cadres de maîtrise d'œuvre réalisées par le mandataire, notamment en marchés publics.
 - Les références des membres du groupement dans le domaine hospitalier, ou dans des domaines proches (laboratoires, salles blanches, travaux en site occupé).
 - La proposition d'organisation prévue pour répondre efficacement aux projets des établissements membres du GHT.
 - Les curriculums vitae (CV) des intervenants pressentis, mentionnant leurs expériences spécifiques en accords-cadres de maîtrise d'œuvre, en secteur hospitalier ou en sites occupés.

L'offre devra également préciser :

- L'identité des sous-traitants connus au moment de la candidature.
- Les prestations envisagées en sous-traitance.
- La dénomination sociale et la qualité professionnelle de chaque sous-traitant proposé.

À défaut de la production des documents demandés, l'intégralité de l'offre peut être rejetée. Toutefois, en application de l'article R. 2152-2 du Code de commande publique, l'acheteur pourra inviter le candidat à régulariser son offre, sous réserve que cela ne modifie pas ses caractéristiques substantielles.

Les offres hors délai, lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limites fixées dans la consultation, seront rejetées.

3.3 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la présente consultation, les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

3.4 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Se reporter au Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP), article 3.11.14.

3.5 REMISE DES OFFRES

3.5.1. Mode de transmission des offres

Le mode transmission des offres est obligatoirement par voie dématérialisée.

Les offres sur un support papier ou sur support électronique ne sont pas acceptées.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la transmission des offres.

Les candidats doivent répondre via la plateforme de dématérialisation des marchés publics à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et au plus tard à la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Il est demandé à ce que les fichiers soient scindés en deux parties : Fichier candidature - Fichier offre

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon les formats utilisés dans les documents du DCE.

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Formats Office : .doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .rtf
- Formats Acrobat : .pdf
- Dessin : .dwg, .dxf
- Photos : .jpeg, .jpg, .tiff, .bmp

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, à un nommage des fichiers facilement identifiable.

Exemple : *NomCandidat_Candidature.pdf*, *NomCandidat_Offre.pdf*.

Remarque importante :

La date limite de réception des offres est fixée en première page de ce document. Les dossiers qui seront parvenus après ce délai seront déclarés hors délai et donc irrecevables.

En application de l'article R. 2151-6 du Code de commande publique, en cas de dépôts multiples, seul le dernier pli est pris en compte et ouvert. L'attention des candidats est attirée sur le fait que tout pli ultérieur annule et

remplace le précédent : l'ensemble des documents demandés au titre de l'article 3 du présent document doit être remis (pièces candidature et pièces offre).

3.5.2 Signature électronique

La signature (qu'elle soit manuscrite ou électronique) des documents relatifs à la candidature et à l'offre n'est pas exigée à ce stade de la procédure. En répondant à la consultation, le candidat en accepte les conditions et son offre, même non signée, l'engage pour la durée prévue à l'article 1.3 du présent document.

En cas de signature électronique et conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la Commande publique :

- La signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualité, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataire est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.
- Le certificat utilisé doit être valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le marché public.
- Le pouvoir adjudicateur préconise l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.
- Le signataire utilise l'outil technique de son choix, sous réserve de fournir gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de cette signature et de son certificat.

3.5.3 Difficultés techniques

L'inscription sur la plateforme de dématérialisation utilisée par le Groupement Hospitalier de Territoire est gratuite et nécessaire pour répondre par voie dématérialisée aux consultations.

Elle se fait à l'adresse suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de difficulté, il est possible de s'adresser au support technique de la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3.5.4 Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, sous conditions, aux dossiers de candidatures et aux offres transmis par voie électronique. Son ouverture dépend de la réalisation d'un des faits limitativement listés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de consultation et de la copie de sauvegarde. Elle ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans un délai prescrit pour le dépôt des plis dématérialisés (cf. page de garde).

La copie de sauvegarde peut revêtir l'un ou l'autre des formats suivants :

- Sur support physique électronique (CD ou DVD Rom, clé USB)
- Sur papier

La copie est transmise sous pli scellé à l'adresse suivante :

Nom du candidat
Adresse du candidat
Tél.

CHIC Castres-Mazamet
Direction des achats
MARCHE PUBLIC – NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE
AO 251031 Prestations de MOE GHT
6 Avenue de la Montagne Noire
81008 CASTRES CEDEX 9

La copie de sauvegarde s'entend comme le complément de l'offre envoyée par voie dématérialisée. Elle sera ouverte :

- Lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée. À défaut, la copie de sauvegarde sera détruite.
- Lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le pouvoir adjudicateur (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise et que le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis par voie dématérialisée avant l'échéance de fermeture des plis).
- Elle doit parvenir dans les mêmes délais que l'offre dématérialisée.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits par le Pouvoir Adjudicateur.

3.5.5 Re-matérialisation des documents électroniques

La mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure de passation des marchés s'arrête, pour l'heure, au stade de la réception des offres.

L'acte d'engagement pourra être signé électroniquement. À défaut, le pouvoir adjudicateur demandera à l'attributaire de fournir un exemplaire papier signé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 4. EXAMEN DES CANDIDATURES

En application de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire le choix d'examiner les offres avant les candidatures.

4.1 VÉRIFICATION DE LA COMPLÉTUDE DES DOSSIERS

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces, informations ou documents sont manquants ou incomplets, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces éléments dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de la demande, conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique.

4.2 VÉRIFICATION DES CAPACITÉS DU CANDIDAT

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, afin d'évaluer la situation juridique ainsi que les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure la candidature d'un opérateur économique ne disposant manifestement pas des capacités suffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet de l'appel d'offre.

ARTICLE 5. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées (articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique) ou anormalement basses (articles L.2152-5 à L.2152-6) seront éliminées.

5.1 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'attribution du marché sera réalisée selon les dispositions de l'article R.2152-7, 2° du Code de la commande publique, sur la base d'un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur procédera :

- À l'examen des offres régulièrement remises.
- À leur évaluation au regard des critères de jugement définis dans le présent règlement de la consultation.
- Puis à leur classement en fonction des résultats de cette analyse.

Avant d'attribuer le marché, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de préciser ou compléter la teneur de leur offre, conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-6 du Code de la commande publique, sans que cela ne puisse en modifier les caractéristiques substantielles.

5.2 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Pour le candidat dont l'offre peut être examinée, le représentant du pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, en tenant compte des critères suivants pondérés.

	CRITÈRES	%
1	Prix des prestations	40%
2	Valeur technique , l'examen de ce critère se fera au regard des réponses apportées par le biais du mémoire technique	55% <i>dont</i>
	<i>Qualité de l'équipe dédiée à la mission</i>	20%
	<i>Organisation et méthodologie d'intervention</i>	20%
	<i>Qualité du contenu du mémoire technique</i>	15%
3	Engagement en matière de RSE	5%

5.2.1 Modalités de jugement des offres – Critères d'analyse.

Les offres seront analysées au regard des critères pondérés définis dans l'article 5.2 du présent règlement de consultation. Chaque critère et sous-critère est évalué sur 10 points selon le barème ci-après, puis pondéré par le coefficient indiqué. Le critère « Prix » est noté selon la formule spécifique précisée ci-dessous.

Barème qualitatif applicable aux critères techniques et RSE

Appréciation	Note sur 10
Réponse excellente – Documentée et adaptée au marché	9 à 10
Réponse très satisfaisante – Claire et cohérente	7 à 8
Réponse satisfaisante – Mais partielle	5 à 6
Réponse insuffisante – Peu détaillée	3 à 4
Réponse inadaptée	1 à 2
Élément hors sujet	0

Critère n° 1 - Prix des prestations (40 %)

Note = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre analysée) × 40 points.
Le prix est apprécié sur la base du forfait de rémunération défini à l'acte d'engagement, dans le respect des taux plafonds fixés par l'accord-cadre.

Cette méthode de calcul sera appliquée à partir des devis types.

Le forfait de rémunération pris en compte pour l'analyse des offres correspond au montant total des prestations demandées dans le cadre du marché subséquent, à savoir :

- Soit une mission complémentaire pouvant être demandée indépendamment d'une mission de base (DIAG, OPC, étude technique...),
- Soit une mission de base au sens loi MOP (APS, APD, PRO, ACT, VISA/EXE, DET, AOR),
- Soit une mission de base complétée par les éléments DIAG et/ou OPC, ou d'autres éléments complémentaires,
- Soit une mission d'Etude.

Le prix est apprécié en fonction du forfait de rémunération. Pour la mission de base et le diagnostic, ce forfait résulte du taux de rémunération appliqué au coût prévisionnel des travaux inscrit dans l'acte d'engagement ou ses annexes, ce taux ne pourra être supérieur aux taux fixés dans l'accord cadre.

Critère n° 2 - Valeur technique de la proposition (55%)

La valeur technique sera analysée au regard des sous-critères suivants, dont la pondération est précisée :

	Sous-critères	Pondération
1	Qualité de l'équipe dédiée à la mission	20%
2	Organisation et méthodologie d'intervention	20%
3	Qualité et pertinence du mémoire technique, apprécié au regard de la clarté, de la cohérence et de l'adéquation des éléments proposés avec l'objet du marché	15%

Pour l'appréciation des sous-critères n°1 et 2 ci-dessus, le titulaire produira une note succincte visant à compléter et préciser sa réponse initiale à l'accord-cadre, avec la composition de l'équipe affectée à l'opération et la méthodologie proposée.

Concernant le sous-critère n°3, le mémoire technique remis par le candidat sera examiné au regard de la qualité de sa rédaction, de la cohérence des moyens proposés et de l'adéquation des engagements présentés avec l'objet du marché.

Le mémoire technique sera examiné comme support d'analyse de la valeur technique de l'offre. Il conservera une valeur exclusivement technique dans le cadre du jugement des offres

Critère n° 3 – Engagements en matière de RSE (5%)

L'appréciation se fera notamment au regard des mesures proposées en matière d'empreinte carbone, gestion des déchets de chantier, utilisation de matériaux durables et actions sociales. L'analyse sera réalisée sur la base des éléments fournis dans le mémoire RSE ou dans une section dédiée du mémoire technique. Les engagements devront être concrets, mesurables et adaptés à l'objet du marché.

Le critère relatif à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est noté sur 10, puis pondéré selon le coefficient précisé dans le tableau des critères de sélection. Il vise à apprécier la capacité du candidat à intégrer les dimensions sociales, environnementales et éthiques dans l'exécution du marché.

Note finale sur 100 = note critère financier sur 40 + note critère technique sur 55 + note critère développement durable sur 5.

5.2.2 Classement des offres.

Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classée n°1.

Pour le calcul de toutes les notes, le GHT Cœur d'Occitanie retiendra deux (2) décimales après la virgule.

En cas d'égalité sur la note finale, le candidat qui aura obtenu la meilleure note au critère valeur technique sera retenu.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'annexe financière prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Il est rappelé à tous les candidats que les réponses aux demandes de renseignements complémentaires éventuelles sur les offres lors de l'analyse sont obligatoires. Toute absence de réponse conduira à noter 0 le critère ou le sous-critère, objet de la demande de renseignement dans le cadre de l'analyse des offres.

Après analyse et classement des offres, et étant en marché multi-attributaires le pouvoir adjudicateur retiendra les deux (2) offres présentant la meilleure adéquation entre la valeur technique et le prix, en cohérence avec l'objet du marché.

5.3 NOTIFICATION DU MARCHÉ

Important

En application de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne produit pas l'ensemble des documents et certificats exigés dans le délai imparti, son offre sera rejetée et sa candidature éliminée. Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après sera sollicité pour produire les justificatifs nécessaires avant l'attribution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera les courriers de rejet et d'attribution via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr , à l'adresse courriel fournie par le candidat lors de son inscription sur la plateforme.

Conformément aux articles R.2181-1, R.2181-3 et R.2181-4, les candidats non retenus seront avisés dans la limite du délai de validité des offres fixé dans le présent Règlement de Consultation.

Conformément aux articles R.2182-1 à R.2182-5, les candidats retenus recevront une copie certifiée conforme de l'Acte d'Engagement signée du Pouvoir Adjudicateur.

La notification du marché est prévue pour le mois de décembre 2025, afin de permettre un démarrage effectif de la mise en œuvre des prestations en janvier 2026.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Les questions, qu'elles soient d'ordre administratif ou technique devront obligatoirement être posées sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite par voie électronique. Cette demande n'est accessible que pour les entreprises disposant d'un compte sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats destinataires du dossier.

ARTICLE 7. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le présent marché est soumis au droit français.

En cas de litige, les parties s'efforceront de rechercher en priorité une solution amiable. Elles conservent la faculté de recourir à une procédure de médiation, de conciliation ou de règlement amiable, notamment devant le Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics (CCRA), conformément aux dispositions du Code de justice administrative.

À défaut de règlement amiable, les différends relèveront de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Toulouse. Il est expressément convenu qu'aucun différend ou contentieux ne saurait justifier, pour le titulaire, l'arrêt ou la suspension, même temporaire, de l'exécution des prestations.

Tribunal Administratif de TOULOUSE.
Greffe du Tribunal Administratif de Toulouse,
68 rue Raymond IV, BP 7007,
31068 TOULOUSE
Tél : 05 62 73 57 57 Fax : 05 62 73 57 40
Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
<http://www.telerecours.fr>

Fin de document.